



**PRÉFÈTE
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

20240318-DEC-DAEN0257

**Arrêté préfectoral n°07-2024-04-12-00008
portant mise en demeure en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement
de la société JINWANG EUROPE située sur la commune de La Voulte-sur-Rhône**

**La Préfète de l'Ardèche
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.171-1 ;

VU le décret NOR IOMA2319666D du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie ELIZEON en qualité de préfète de l'Ardèche ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, autorisant Pharmacie Centrale de France à exploiter une unité de fabrication de composés métalliques sur la commune de La Voulte-sur-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011019-0019 du 19 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2014136-0018 du 16 mai 2014 portant prescriptions complémentaires à la société ORRION CHEMICALS METALCHEM et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2016-07-22-004 du 22 juillet 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative de la société JINWANG EUROPE et modifiant l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n°07-2018-12-14-004 du 14 décembre 2018, modifié, de prescriptions complémentaires ;

VU le point 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 modifié susvisé qui dispose : « Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement seront maintenues parfaitement étanches. »

VU l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé qui dispose : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. »

VU l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2018, modifié, susvisé qui dispose : « L'exploitant réalise un contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines sur son site industriel selon les modalités suivantes :

- Réseau d'ouvrages : PzB-bis, PzC, PZE, PzF, PzG, PZH, PzI, PzJ, PzK et PzL (se reporter à l'annexe du présent arrêté)
- Fréquence des relevés : trimestrielle
- Programme analytique :

- * pH, température, conductivité, turbidité, couleur ;
- * Composés inorganiques : cyanures, ammonium, métaux dont bismuth ;
- * Hydrocarbures volatiles et totaux (HCT) ;
- * Composés aromatiques volatiles (CAV) ;
- * Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- * Composés organiques halogénés volatiles (COHV) ;
- * Phtalate ;
- * Dioxines et furanes ;
- * Aldéhydes.

La première campagne débute 15 jours après la notification du présent arrêté.

Les résultats de chaque campagne sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées avec de tous les éléments d'interprétation.

Cette surveillance peut être renforcée à l'initiative de l'inspection des installations classées ou allégée sur demande motivée de l'exploitant. » ;

VU le point 5.8.2.2 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 modifié susvisé qui dispose : « Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention. »

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mars 2024 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 22/03/2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 25/03/2024 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants : Les tuyauteries de gaz naturel ne sont pas étanches. Plusieurs fuites ont été constatées sur vannes et brides ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où une fuite de gaz naturel présente un risque d'inflammation ou d'explosion et occasionner des effets thermiques ou de surpression ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants : le portail d'accès ne fonctionne plus et reste ouvert durant la journée. L'exploitant indique qu'une chaîne est mise en place la nuit.

CONSIDÉRANT dès lors que le contrôle des accès aux installations n'est pas assuré en journée ;

CONSIDÉRANT dès lors que le dispositif mis en place pour la nuit ne permet pas une limitation suffisante de l'accès aux installations ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où une intrusion sur le site présente un risque pour la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants : Les tuyauteries du circuit d'acide nitrique ne sont pas étanches. Certaines vannes gouttent sur les structures occasionnant de fortes dégradations, voire sur le sol non étanche des rétentions ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ces fuites peuvent occasionner une infiltration dans les sols puis la nappe phréatique et occasionner une pollution ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où ces fuites peuvent occasionner une détérioration des structures avec un risque pour leur stabilité ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 mars 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants : la surveillance environnementale n'est plus réalisée depuis le 20/03/2023 ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2018, modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de surveillance des eaux souterraine peut conduire à retarder la découverte d'une pollution liée au site ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 7 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants : les cuves de soude et d'acide nitrique, produits incompatibles, sont associés à une même rétention ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du point 5.8.2.2 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004, modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'association de réservoirs contenant des produits incompatibles à une même rétention peut conduire en cas d'épandage de produits à un accident ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société JINWANG EUROPE de respecter les prescriptions des points 5.8.2.2 et 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2004 modifié susvisé, de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié susvisé et de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2018, modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la Préfecture de l'Ardèche ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en s'assurant que les tuyauteries de gaz naturel sont étanches dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, en prenant les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 5.8.4 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en s'assurant que les tuyauteries d'acide nitrique sont étanches dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2018, modifié, en réalisant le contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

La société JINWANG EUROPE (n° SIRET 81074373200010), dont le siège social est situé 218 avenue MARIE CURIE 07800 LA VOULTE-SUR-RHONE, pour son établissement à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 5.8.2.2 de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 2004-294-13 du 20 octobre 2004, modifié, en s'assurant que les cuves de soude et la cuve d'acide nitrique ne sont pas associées à une même rétention dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 5 dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 :

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Ardèche pendant une durée minimale de deux mois.

Article 8 : Délais et Voies de Recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Lyon.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 9 : Exécution - Notification

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Ardèche, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et Monsieur le maire de la commune de La-Voulte-sur-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Privas, le

12 AVR. 2024

La Préfète,



Sophie ELIZEON

